

ARCHIVO HISTORICO PROVINCIAL DE HUESCA

Joaquín Costa

Carpeta 108.22: Juicios de Le Temps sobre la situación de España...

3 recortes prensa 1900

A. H. N.
HUESCA

Juicio de de tiempo.

de la sucesion de Eya.



108-23



TITULOS Y FAMILIAS

Los señores hubiesen sido hijos de España, si España
hubiese sido saca de ella la leccion ~~flor de la~~
encaraban.

eymond m'ont été droit au cœur. Pour le faire, il n'a voulu revendiquer que son âge; en réalité c'étaient les services rendus qui l'autorisaient à parler au nom des républicains de la Loire.

Il ne s'est pas trompé en disant que ni moi ni mes collaborateurs n'avons été solliciter le pouvoir par ambition personnelle. Je ne le dissimule point, la vie que m'étais faite par mon travail m'était douce, et pour quitter, il a fallu la conscience d'un impérieux devoir, mais en assumant cette tâche j'ai entendu en remplir toutes les obligations et en subir toutes les conséquences.

Les dangers courus par la République, les efforts que nous avons fait pour la défendre seront mieux compris plus tard, et, si le mot ne paraît pas trop prétentieux, il est certains faits qu'il faut réserver à l'histoire.

Nous avons été soutenus par l'unanimité du pays républicain trouvant l'expression de ses sentiments de défiance dans les innombrables vœux de ses conseils généraux et de ses conseils d'arrondissement. Et voici qu'aujourd'hui votre présence dans cette grande et belle capitale dont il ne faut jamais prendre les caprices pour des opinions, est venu nous donner l'assurance que nous avons su répondre aux volontés du pays.

Je regrette que ni le temps ni les circonstances ne m'aient permis de recevoir tous les maires qui m'ont fait l'honneur de se présenter ici; permettez-moi de saluer en votre personne l'ensemble de ces vaillants serviteurs de la République. Ils lui ont donné l'inoubliable journée de 22 septembre 1900.

Inoubliable journée qui nous reporte naturellement plus de cent années en arrière, vers cette fête de la Fédération du 22 septembre 1792. Alors, tous ceux qui pensaient et tous ceux qui souffraient avaient mis déjà dans la République, avec le meilleur de leurs espérances, leur inébranlable confiance, et n'estimez-vous pas que nous serions bien coupables d'être moins confiants que ces nobles devanciers, nous qui avons pour gage de l'avenir les affirmations du passé? N'estimez-vous pas que, jugeant la République intangible, ainsi que le disait hier le chef de l'Etat, parce qu'elle a donné de sa souveraine puissance des preuves éclatantes, il convient de se rappeler que, s'il est des heures où l'on doit se faire craindre, il en est d'autres où l'on doit se faire aimer. Réaliser les réformes que sollicite l'opinion, c'est encore défendre la République et on ne risque pas de s'égarer quand on a le ferme propos de gouverner par et pour la démocratie.

Les convives ont chaleureusement applaudi ces deux discours.

blique. Le tout est élevé de 1 m. 10 au-dessus du sol de la place.

Le monument est à une distance d'environ 300 mètres de l'endroit où Carnot fut assassiné.

Les viticulteurs bourguignons réunis hier à la mairie de Beaune ont pris des mesures pour fixer la vente des raisins de la récolte et parer à la mévente des vins.

L'assemblée, sur la proposition de M. Camust, maire de Vosnes-Romanée, a adopté le chiffre de 18 francs par 100 kilos de raisins ordinaires, et 40 à 75 francs pour les raisins fins, les 100 kilos.

L'assemblée a adopté une proposition de M. Roy-Chevrier, président de la Société viticole de Chalon-sur-Saône, demandant la suppression de la détaxe des sucres.

Les assistants ont émis un vœu sur la proposition de M. Adrien Berget tendant à ce que les Chambres votent rapidement le projet de réforme des boissons et que la loi de 1837 sur la suppression des octrois soit appliquée.

M. Esclavy, président de la Ligue vinicole universelle, a engagé les viticulteurs à grouper leurs efforts pour la propagation du vin comme boisson nationale et française.

LES GRÈVES

On nous télégraphie de Lyon 24 septembre :

La grève des tramways de Lyon est terminée; elle n'aura heureusement duré qu'un jour. M. Robin, premier adjoint, avait pris l'initiative, en l'absence du maire, de convoquer, hier, MM. Grialou, directeur, Sauzet, secrétaire général de la compagnie, et les délégués des grévistes à l'hôtel de ville. Après de longues négociations, un accord est intervenu aux termes duquel tous les contrôleurs licenciés par suite de la suppression du service de poinçonnage sont ou seront repris sans aucune exception par la compagnie et avec leurs traitements actuels, quel que soit l'emploi qui leur sera attribué.

AU JOUR LE JOUR

La décoration de Paris et de Bazeilles

Nous avons annoncé hier que, sur la proposition du ministre de la guerre, le président de la République a exprimé l'intention de conférer la Légion d'honneur aux villes de Paris et de Bazeilles.

Ce matin, la chancellerie de la Légion d'honneur n'était pas encore saisie du rapport du ministre, qui ne saurait tarder à lui être envoyé pour être soumis à l'examen légal du conseil de l'ordre.

L'adhésion de celui-ci n'est pas douteuse et, aussitôt après, le président de la République pourra signer le décret conforme.

Si donc la date de la prochaine convocation du conseil de l'ordre reste, comme elle l'est quant à présent, fixée au 1^{er} octobre, c'est dans une huitaine de jours que l'*Officiel* pourra publier ce décret.

On sait que, pour une ville, la décoration consiste dans le fait d'ajouter à ses armes la croix de la Légion d'honneur.

Il y a actuellement neuf villes décorées: Chalon-sur-Saône, Tournus et Saint-Jean-de-Losne, depuis le 22 mai 1815, en récompense de la manière brillante dont elles s'étaient défendues contre les envahisseurs de 1815, retardant leur reddition jusqu'au moment où la retraite des armées françaises leur avait ôté toute chance d'être secourues.

Pour les mêmes motifs, cinquante ans après (le 7 mai 1864) Napoléon III décorait la ville de Roanne.

...s'annonce hier que, sur la proposition
du ministre de la guerre, le président de la Ré-
publique a exprimé l'intention de conférer la Légion
d'honneur aux villes de Paris et de Bazeilles.

Ce matin, la chancellerie de la Légion d'honneur
n'était pas encore saisie du rapport du ministre, qui
ne saurait tarder à lui être envoyé pour être soumis
à l'examen légal du conseil de l'ordre.

L'adhésion de celui-ci n'est pas douteuse et, aussitôt
après, le président de la République pourra si-
gner le décret conforme.

Si donc la date de la prochaine convocation du
conseil de l'ordre reste, comme elle l'est quant à
présent, fixée au 1^{er} octobre, c'est dans une huitaine
de jours que l'*Officiel* pourra publier ce décret.

On sait que, pour une ville, la décoration consiste
dans le fait d'ajouter à ses armes la croix de la Lé-
gion d'honneur.

Il y a actuellement neuf villes décorées: Châlon-
sur-Saône, Tournus et Saint-Jean-de-Losne, depuis
le 22 mai 1815, en récompense de la manière bril-
lante dont elles s'étaient défendues contre les en-
vahisseurs de 1815, retardant leur reddition jusqu'au
moment où la retraite des armées françaises leur
avait ôté toute chance d'être secourues.

Pour les mêmes motifs, cinquante ans après (le
7 mai 1864) Napoléon décora la ville de Roanne.

La République qui alarma les libéraux et qui avait si
loin dans le sens clérical que son successeur,
M. Garcia Alix, a dû revenir sur quelques-unes
de ses dispositions et créer un conseil supérieur
moins exclusivement à la dévotion de l'Eglise.

Le ministre de la justice, le marquis de Va-
dillo, brûle de se distinguer de la même façon.
Appuyé par le procureur général à la Cour de
cassation, il a formé le dessein de retoucher, —
on devine dans quel sens — le code pénal, le code
d'instruction criminelle, la loi sur la presse.

C'est le jury surtout qui va supporter l'effort
de la réaction. On lui reproche de ne pas être
un produit national, de s'être mal acclimaté en
Espagne: ce qui veut tout simplement dire que
cette juridiction toute démocratique a le tort
grave de ne pas servir aveuglément les volontés
du gouvernement ou les intérêts de l'Eglise. Il
est plaisant qu'on lui fasse un grief d'acquitter
trop souvent en matière criminelle, spéciale-
ment dans les crimes et les délits contre les
personnes, l'Etat ou le Trésor, non pas parce
que des coupables échapperaient ainsi au châ-
timent, mais parce qu'en tenant trop peu de
compte des conclusions et du réquisitoire du
ministère public, le jury affaiblit l'autorité de
la magistrature.

Bref, on voudrait bien supprimer purement
et simplement cette institution révolutionnaire.
On n'ose. On se contentera de la mutiler, de
lui enlever la connaissance de classes entières
de crimes et de délits désormais réservés à des
tribunaux d'exception. Cela fait, on accordera
au jury une existence précaire, à titre expéri-
mental, et s'il en faut croire la presse conser-
vatrice et ultramontaine, l'expérience ne durera
guère.

Le cabinet se propose de demander aux Cor-
tès l'attribution aux tribunaux militaires des
délits de presse commis contre l'armée, la ma-
rine, les généraux ou les corporations militai-
res. Désormais, les conseils de guerre jugeront
ces procès et les vaincus de Cuba et des Philip-
pines n'auront plus le scandale de voir la Cour
de cassation, en cas de conflit de compétence,
se prononcer — conformément à la loi — pour
les tribunaux civils et soustraire ainsi les orga-
nes de l'opinion à la juste vengeance des offi-
ciers, juges et parties.

Une fois ce beau progrès accompli, il est ques-
tion d'aborder la restriction des droits de réu-
nion et d'association pour purger la législation
espagnole du *virus* libéral.

En même temps, M. Silvela, qui a pris en per-
sonne l'intérim du département de la marine, a
saisi l'occasion de la visite du roi et de la ré-
gente au Ferról pour affirmer aux amiraux et
aux fonctionnaires de ce ministère son dessein
de doter l'Espagne d'une flotte nouvelle, mo-
derne et puissante.

Belle perspective pour le budget que me-
nacent encore les projets préconisés par la
Epoca, touchant la réorganisation de l'armée,
de son matériel, de l'artillerie, les fortifica-
tions de la péninsule, des Baléares et des Cana-
ries.

Admirable fruit d'une guerre dont les dé-
faites si dures eussent été profitables à l'Es-
pagne si l'on avait su en tirer les leçons qu'elles
contenaient?

PUNTOS DE SUSCRIPCIÓN

ADMINISTRACIÓN: CALLE DE LA LIBERTAD, 16

Y EN LAS PRINCIPALES LIBRERÍAS DE MADRID Y PROVINCIAS

París.—MM. Boyveau et Chevillet, rue de la Banque, 22.

Anuncios españoles.—A 25 céntimos de peseta línea en cuarta plana.

Idem extranjeros y reclamos, á precios convencionales.

Cada anuncio satisfará 10 céntimos de impuesto.—
(Ley 14 Octubre 96.)

Dirección telegráfica: **ÉPOCA**.—MADRID

TELÉFONO NÚM. 39

APARTADO NÚM. 101

NO SE DEVUELVEN LOS ORIGINALES

Un artículo de "Le Temps,"

La Epoca. — 26 Setiembre 1900

Las noticias que el telégrafo comunica al extranjero relativas á mejoras ó reformas en nuestros armamentos de mar y tierra, ó en nuestras fortificaciones de puertos ó de costas, coinciden frecuentemente con artículos del ilustrado diario francés *Le Temps*, no mal enterado generalmente de los sucesos de España ni de nuestro movimiento político, no falto tampoco de simpatías á esta Nación, pero que no vacila en prohiar juicios ligeros, siempre que opina que prestamos exagerada atención á nuestras fuerzas defensivas.

En tan excesiva susceptibilidad, bien puede decirse que *Le Temps* es el único que incurre, en la Francia entera. No hay en aquella grande Nación, que tantas pruebas de amistad y de espíritu fraternal nos ha dado, quien desee ver á España abatida y totalmente desarmada; quien lleve el exceso de previsión hasta imaginar, en un futuro remoto, riesgos para aquel país en la frontera de los Pirineos; quien no sepa, por último, que, aun consagrando á los armamentos terrestres y marítimos sumas diez veces mayores que las ahora disponibles, no nos hallaríamos en estado de figurar en el número de las Potencias militares de Europa.

El propósito indudable de los políticos y de los gobernantes españoles de dedicar alguna atención y algunos cuidados á las fuerzas defensivas, no se enlaza con mira alguna ambiciosa respecto del porvenir: se explica sencillamente por el hecho de que la guerra exterior y las insurrecciones coloniales han acabado con nuestra siempre débil Marina de guerra y han desorganizado el material de ejército, obligándonos á emplear nuestros recursos en fortificar la Habana, que ya no es nuestra. Es una condición de decoro, aun más que de preservación, de todo pueblo bien regido, á la que atendemos; mejor dicho, á la que nos proponemos atender; persuadidos de que, mientras esa condición no se llene, nuestro crédito y reputación en el exterior seguirán padeciendo y no será posible restaurarlos.

Le Temps no necesitaba ser injusto con la situación que preside el Sr. Silvela, ni cerrar los ojos á la verdad, buscando datos en la Prensa opositora, ni exaltar á la Unión Nacional del Sr. Paraiso, creyéndola viva, para advertirnos de que no merecen su aprobación los ensayos que aquí se verifican de adquisición de baterías de tiro rápido y los proyectos de construcción ó habilitación de barcos. Mas ya que se complace en recoger esos datos inexactos y que cita á LA EPOCA como fuente en la que ha bebido sus impresiones sobre proyectos reaccionarios del Gabinete

... años de que no merecen su aprobación los ensayos que aquí se verifican de adquisición de baterías de tiro rápido y los proyectos de construcción ó habilitación de barcos. Mas ya que se complace en recoger esos datos inexactos y que cita á LA EPOCA como fuente en la que ha bebido sus impresiones sobre proyectos reaccionarios del Gabinete, preciso es que opongamos una moderada rectificación.

El Gabinete del Sr. Silvela no ha tenido nunca, ni tiene, significación reaccionaria. Es sinceramente conservador, parlamentario y reformista. Tiene, además, la pretensión, no injustificada, de entender la libertad, y, sobre todo, el derecho mejor que muchos demócratas á la antigua usanza, y por eso ofrece devolver la personalidad jurídica á las Universidades y respetar la de los Municipios, descentralizando de modo positivo.

No ha sacrificado ni sacrifica, como escribe *Le Temps*, á esa política, con inexactitud patente calificada de reaccionaria, sus planes y proyectos de nivelación financiera y de reconstrucción de la Hacienda y del crédito. Muy lejos de eso, declaró siempre que su misión, su razón de ser y su programa consistían en dicha reconstrucción, á la que ha dedicado la primera legislatura de las Cortes y la mayor parte del tiempo que cuenta de existencia.

No es exacto que los decretos del marqués de Pidal sobre segunda enseñanza envolviesen una reacción política. No resultó justificada tal especie en el amplio debate sostenido en las Cortes.

Obedecieron aquéllos á un pensamiento técnico que cuenta muchos partidarios: el de que la enseñanza enciclopédica, superficial, y al propio tiempo muy recargada, está rechazada por la razón y por la experiencia. Tampoco es exacto que el Sr. García Alix haya organizado un nuevo Consejo de Instrucción pública: reformó el que existía, y se ha servido para sus proyectos relativos á la enseñanza y profesorado de una Comisión, no oficial, mixta de catedráticos y consejeros.

Para hablar de la reforma del Jurado en sentido reaccionario, parécenos que *Le Temps* no ha elegido la mejor ocasión. El gran diario francés no conocé el discurso de apertura de los Tribunales leído por el ministro de Gracia y Justicia, señor marqués del Vadillo; en él, dejando sentado que el tribunal de hecho *vive y rige*, excita á los jueces de derecho á la puntual observancia de la ley y se opone á todo prejuicio. La Prensa democrática ha aplaudido tales declaraciones. Nadie, en cambio, ha mezclado á la Iglesia en esas contiendas jurídicas: *Le Temps* aspira, tal vez, á halagar á determinada clase de sus lectores, suponiendo que la reacción y el catolicismo son aquí una misma cosa.

Inexacto es también que el Gobierno se proponga restringir en la ley los derechos de reunión y de asociación, y más inexacto aún que la Unión de las Cámaras de Comercio sea hoy una entidad viva, con influencia sobre la masa de la Nación.

Le Temps recapitula en estos términos sus juicios apasionados de la situación conservadora: «En vez de entrar resueltamente en la senda de las economías, «del abandono de las ambiciones malsanas», de la reducción de las fuerzas, de la paz, de las reformas orgánicas, se quiere hacer marchar de frente la reacción política y el despilfarro financiero, en beneficio de un Ejército y de una Marina «de puro lujo».

Creemos que *Le Temps*, en este caso, sobre estar tan mal informado de las cosas de España, como acabamos de probar, no interpreta fielmente la opinión de su país acerca de los esfuerzos que el nuestro practica para salir de la postración y normalizar su existencia, y que las «ambiciones malsanas» que á la situación conservadora atribuye gratuitamente no quitan á nadie en Francia el sueño, ni aun al propio *Le Temps*, que acaba de inventarlas.

Heraldo de Madrid La tutela exterior.

27 Setbre 1900

Le Temps hoy llegado á Madrid publica un telegrama en el que dice que la muerte del general Martínez Campos se considera, desde el punto de vista militar, como *fort regrettable*. Es un nuevo disgusto que el diario francés proporciona al señor Silvela, á la situación.

No tienen por qué quejarse los conservadores. Desde que subieron al Poder confiaron la mitad de su vida á la tutela exterior. Mientras fuera de España, en los grandes centros de negocios estuvieron satisfechos, poco les importaba que las clases neutras se armasen en defensa de los intereses de la patria, que el país gimiera, que la Prensa de oposición independiente, democrática, protestara.

Se registraban por el Gobierno con júbilo cuantos artículos publicábanse, especialmente en Francia, haciéndose eco, reflejo, de la ilusión que les infundían de aquí, por la cual aparecía España más rica y próspera que nunca, como si al perder las colonias hubiéramos sacudido un peso que no nos dejaba andar, ni vivir, ni regenerarnos. Y no ya artículos, folletos, libros, cuanto se producía en el Extranjero, desarrollando el tema de que era la Península tierra ó mina por explotar, que sólo necesitaba un buen *entrepreneur* que se dedicara á sacar á luz los tesoros ocultos, se traducía y copiaba con delectación por los ministeriales.

Y cada vez que el HERALDO ú otro periódico de oposición argumentaba prudentemente que no había que fiarse de esos optimismos interesados, de un tanto por ciento á cobrar, el Gobierno y sus órganos oficiosos nos arrojaban los textos extranjeros á la cabeza, acusándonos de malos patriotas, de traidores al bien público general, que con tal de ver hundido al Gobierno, no reparábamos en hacer daño á España.

No era menester ser un gran psicólogo para explicarse el por qué de tal coro de alabanzas en el Extranjero. Para los de allá, para los tenedores de Deuda, en tanto que el Gobierno español les pagara religiosamente y no mermase su capital y no les exigiese sacrificios, les tenía completamente sin cuidado que estuviéramos mal regidos. Es conocido el ejemplo de los mimos y cuidados paternales con que Europa trata á Turquía, gran cliente para los negocios, al que no hay que molestar ni perturbar, así trate á sus súbditos cual lo proclaman las carnicerías de Armenia. Europa ni se ha conmovido ni se conmoventaría por esas pequeñeces; pero en cambio pondría el grito en el cielo de resultar comprometidos los valores de la Puerta otomana.

No es ese el caso de *Le Temps* en todas sus partes, pero lo es en el aspecto de que se había equivocado y empieza á caerle ya la venda de los ojos. En los aplausos de *Le Temps*, de otras veces, al gabinete del Sr. Silvela, se procedía por el error muy explicable de tomar al pie de la letra los programas y las promesas de la Unión

gubernantes no tratan, mediante hábil política internacional y robustecimiento de nuestras *instituciones militares*, de acudir á deberes elementales y sagrados de *preservación*, y anoche se lo dice humillantemente *La Epoca* á *Le Temps*: de lo que se trata es de halagar el *militarismo* al par que el *clericalismo*, como fuerzas y sostenes con cuyo apoyo se puedan desdeñar todas las demás fuerzas sociales y todos los demás elementos de opinión.

Lo que se juzga en Europa de nuestra Hacienda es que, en vez de reducir los gastos, se los *aumenta*, no por conveniencias públicas, sino de atracción ministerial, y que por el sistema de aumentos de gastos, régimen tributario expoliador del trabajo, presupuestos extraordinarios, sin preparación ni garantías de inversión reproductiva, empréstitos fomentadores del agio, etc., emprendemos un camino divergente del que había de conducirnos á la nivelación. Y como ven venir la crisis industrial y agrícola, y como el mismo ministro de Hacienda reconoce que no podrán *sostenerse* el año próximo ciertos ingresos, y como tratan en el mundo, cual si fuera falsa, á nuestra moneda, tasándola en dos tercios de su valor, empieza ya la Prensa extranjera, de que tanto se envanecía el Gobierno, á combatir las tendencias financieras de éste y sus funestos espejismos, que nosotros venimos combatiendo desde hace dos años con gran perseverancia, y algunas veces solos ó casi solos.

En el Extranjero empiezan á reconocer que, á despecho de las diatribas del Gobierno contra la Unión Nacional, la mayoría del país, alejada de conservadores y liberales, de carlistas y republicanos, muéstrase resignada; pero siente verdadera indignación al ver que se la administra torpemente, sin tener para nada en cuenta sus aspiraciones; por ser notorio para propios y extraños que con exterioridades parlamentarias es hoy España la nación cuyo Estado funciona en el mayor desvío de la voluntad nacional. A España la *llevaron*, no fué ella, al desastre, y ahora también la *llevan* á nuevas ruinas.

Casi lo que dice *Le Temps* es lo que se piensa y teme aquí. Cuando se habló de *européizarnos* ó se quiso resucitar la *filocalia* ó se prometió hacer todo lo contrario de lo que se hace. No. No es posible constituir un caso de atavismo medioeval que coincida con los efluvios de un siglo naciente. Si fuese la conciencia del país atávica, habría que temer y esperar viniese la medicina de fuera; pero como España quiere ser un pueblo católico, profundamente católico, tal es su alma y su gloria, pero no *clerical*; quiere, sin revoluciones perturbadoras, pero sin absolutismos solapados, realizar su ideal político, y se siente digna del *self-governement* y aspira al *self-administration*; no perdamos las esperanzas de que la transformación tenga la *eficacia* y la *dignidad* de ser una obra *propia* y *espontánea*.

Por eso no hicimos coro á los que se regocijaron con el fracaso de la Unión Nacional, entre los cuales figuraban incluso liberales más ó menos auténticos; por eso lamentábamos la descomposición de los elementos democráticos republicanos y la

hay que molestar ni perturbar, así trate á sus súbditos cual lo proclaman las carnicerías de Armenia. Europa ni se ha conmovido ni se conmoverá por esas pequenezas; pero en cambio pondría el grito en el cielo de resultar comprometidos los valores de la Puerta otomana.

No es ese el caso de *Le Temps* en todas sus partes, pero lo es en el aspecto de que se había equivocado y empieza á caerle ya la venda de los ojos. En los aplausos de *Le Temps*, de otras veces, al gabinete del Sr. Silveira, se procedía por el error muy explicable de tomar al pie de la letra los programas y las promesas de la Unión conservadora. No en representación de los tenedores de la Deuda, ni de negociantes y mercaderes, sino de intereses morales y materiales muy altos, de la indudable simpatía de raza, de hermandad, que Francia siente por nosotros, *Le Temps* se hoigaba de que tuviéramos sensatez y no añadiéramos á nuestros males contiendas civiles desastrosas. Y al ver que España dió elocuentes pruebas de saber vivir con orden, atribuía eso que era virtud nacional á los esfuerzos del Gobierno. Vivir en paz sí, pero á condición de aprovechar el tiempo para restaurar nuestras heridas.

Le Temps, que es uno de los órganos más importantes de opinión en el mundo, que se conserva fiel al más puro culto de la democracia, teniendo á la vez un espíritu pronunciadamente gubernamental, no podía creer en la rehabilitación de España si sus Gobiernos no hacían dos cosas esenciales, capitalísimas: respetar la libertad conquistada; convertir las economías, las grandes reducciones de los gastos, la reorganización de los servicios, en el eje de la política española. Se equivocó al pensar que eso se haría, y al tener la prueba de que no se hace, escribe lo que ha escrito, porque *Le Temps* jamás se dejó impresionar por las subvenciones diplomáticas, aun estando en buena relación y honesto trato con las Cancillerías, y muy en particular con la Embajada española.

Le Temps, que era hasta hace poco para los conservadores españoles libro de verdad, Biblia con que confundir á los herejarcas opositoristas españoles, se ha trocado de la noche á la mañana, cuando empiezan á batírsele las cataratas, en un aliado inconsciente de la Unión Nacional. No hubiéramos imaginado nunca que el señor Paraíso alcanzase tan gran poder para rendir á su servicio la Prensa extranjera. Menos mal que *La Epoca*, por pudor, llama al *Temps* ILUSTRADO; pero añadiendo que no vacila en *prohijar juicios ligeros*.

No. No es prohijar juicios ligeros el decir que la actual situación política, en lo grande y en lo menudo, se caracteriza por ser reaccionaria y clerical. Y no valga escudarse con las palabras del señor marqués del Vadillo acerca del Jurado; pues aparte el regocijo con que se estimulan, recogen y publican las censuras que en sus informes oficiales formulan muchos fiscales, ha de tomarse en cuenta la observación muy acertada de *El País* de hoy en su artículo de fondo. *El País* demuestra que, sustrayendo al Jurado el conocimiento de los delitos de imprenta cometidos contra autoridades civiles, militares y eclesiásticas, no habrá dentro de poco Prensa libre en España.

En enseñanza quiso hacer un alarde liberal el Sr. García Alix por medio de declaraciones con que nos honró á poco de subir al Ministerio, y tuvo pronto que entonar un humilde *confiteor*. Todo eso de la *autonomía universitaria* y la *personalidad jurídica* responde á una hábil amalgama del regionalismo retrógrado, con el propósito de constituir y robustecer otros cuantos Deustos. Con esto enlázase el significado de la boda de la Princesa de Asturias con el hijo de Caserta.

También ha penetrado en el espíritu de Europa la convicción de que nuestros

se la medicina de fuera; pero como España quiere ser un pueblo católico, profundamente católico, tal es su alma y su gloria, pero no clerical; quiere, sin revoluciones perturbadoras, pero sin absolutismos solapados, realizar su ideal político, y se siente digna del *self-guvernment* y aspira al *self-administration*; no perdamos las esperanzas de que la transformación tenga la *eficacia* y la *dignidad* de ser una obra *propia* y *espontánea*.

Por eso no hicimos coro á los que se regocijaron con el fracaso de la Unión Nacional, entre los cuales figuraban incluso liberales más ó menos auténticos; por eso lamentábamos la descomposición de los elementos democráticos republicanos y la pasividad de los durmientes demócratas monárquicos; por eso nos duele la inconcebible y perniciosa abstención que de toda actividad y crítica revelan el partido liberal y su jefe. De *todo* y de *todos* se necesita para no acabar de despeñarnos por el plano inclinado á que nos conducen los actuales gobernantes.

Pusieron éstos su confianza en la tutela exterior para vivir, para mandar. Dios quiera que esa tutela no se convierta en algo más que una platónica censura de los desaciertos de nuestra política.